

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Berne, le 16 avril 1973

p.A.21.5. - SI/bv

Groupe d'études de politique extérieure (GEP)

Procès - verbal

de la séance du 16 mars 1973

au Du Théâtre, Berne

Présidence: M. l'Ambassadeur MicheliPrésents:

Mlle Hersch
 Mme von Overbeck
 M. le Ministre Bauer
 M. le Professeur Dominicé
 M. le Professeur Ruffieux
 M. le Professeur Boesch
 Colonel commandant de corps Wildbolz
 Colonel divisionnaire Dénéreaz
 M. Jucker
 M. Zellweger

DPF: M. le Ministre Thévenaz

M. Simonin)
 M. Hoffmann) procès-verbal
 Mlle Boesch)

Excusés:

Mme Bindschedler-Robert
 M. l'Ambassadeur Lepori
 M. le Professeur Riklin
 M. Umbricht
 M. Béguin

Début de la séance: 10.00 heuresM. Micheli

salue les participants et ouvre la séance. Il donne la parole au Prof. Dominicé, auteur de l'étude "La politique européenne", dont l'examen figure à l'ordre du jour de la présente séance.

M. Dominicé commente brièvement son étude (qui a été distribuée à tous les participants).

M. Micheli

A propos de la collaboration de la Suisse à la construction européenne, M. Micheli distingue depuis la fin de la guerre 5 étapes:

1. Création de l'ONU; le CF fixe certains principes de collaboration avec les organisations internationales, à savoir: se tenir à l'écart des alliances militaires et politiques - en revanche, collaborer aussi étroitement que possible aux institutions dites techniques (notre participation aux organisations spécialisées des NU).
2. Création des premières institutions européennes; les mêmes principes sont valables: rester à l'écart de l'OTAN, du Conseil de l'Europe, mais participation à l'OECE (puis OCDE).
3. Evolution vers le Conseil de l'Europe; la neutralité ne nous empêche pas en définitive de participer à part entière à cet organisme politique; cette décision est importante, dans la mesure où elle signifie une évolution par rapport aux principes mentionnés sous 1 et 2.
4. Echec de la grande zone de libre-échange/adhésion à l'AELE; la Suisse ne pouvait rester à l'écart du mouvement général. M. Micheli rappelle la réponse que lui fit le Général de Gaulle auquel il faisait part de nos craintes d'être injustement discriminés: "Par le passé, vous vous êtes toujours entendus avec vos voisins- pourquoi ne feriez-vous pas la même chose avec les Six sur le plan bilatéral?" La Suisse a préféré ^{aux} ententes bilatérales une alliance plus apte à défendre ses intérêts (AELE)
5. Accord avec les CE qui témoigne de notre volonté constante de chercher une voie navigable entre deux écueils: l'isolement et la satellisation. Il y a certes dans cette solution choisie un danger, celui de ne pas participer à certaines décisions. Ce danger existe certainement dans le domaine de l'élaboration du droit européen (cartels). A cet égard, notre accord est ambigu. Ce même danger existe en relation avec l'ONU (VIème Commission). Mais nous sommes loin d'atteindre le "seuil critique" dont a parlé M. Dominicé.

- 3 -

Des moyens existent d'éviter la satellisation en cherchant à collaborer dans les domaines où nous pouvons le faire. L'antagonisme Europe-USA - qui se manifestera dans le futur Nixon-Round - pourra-t-il se régler? Ou inaugure-t-il une ère d'affrontement? Si cela devait être le cas, la Suisse serait placée devant un choix délicat entre l'atlantisme et le neutralisme. La question de la sécurité européenne se pose également. Il y a un facteur dont M. Dominicé n'a pas parlé; c'est celui de l'appartenance à un même monde, aux structures démocratico-libérales. Ce facteur est-il important dans l'antagonisme possible entre l'Europe et les USA?

M. Bauer estime que le "seuil critique", notion subjective, est relativement proche, ne serait-ce qu'à cause de la probabilité d'un conflit entre l'Europe et les USA. Nous sommes en présence d'un imbroglio politico-économique. Si l'évolution infirme cette appréciation - qui n'est pas pessimiste - tant mieux! Mais quels sont les termes de l'alternative? M. Dominicé a dit qu'il valait mieux participer aux CE que de demeurer soi-disant indépendants, mais en fait satellisés. L'auteur de l'étude n'a cependant pas considéré avec un poids égal le rôle de la Suisse face aux CE et la politique des contrepoids. La pénurie des cadres de l'administration fédérale rend difficiles la conception et la mise en oeuvre de politiques parallèles et complémentaires.

Lorsqu'il s'est agi de reconstruire l'Europe occidentale, la Suisse n'a pas hésité à y participer, tout en insistant sur sa liberté d'action (la Suède, elle, a failli subir une satellisation) - Elle a toujours suffisamment fait preuve de vigilance pour échapper à la satellisation. Avons-nous utilisé les contre-forces? Certes nous avons été les premiers à accorder la clause de la nation la plus favorisée à l'URSS. Mais pendant des années, c'est en vain que beaucoup de Suisses ont demandé à Berne de prendre le Conseil de l'Europe au sérieux. On a longtemps reproché à ce Conseil de ne pas prendre de décisions et de se confiner dans le verbalisme; mais s'il en avait prises, on y aurait vu une raison de ne pas adhérer. Finalement,

./.

- 4 -

nous avons trouvé dans le Conseil de l'Europe un contrepoids à l'égard de la CEE, contrepoids que la Suisse n'a pas suffisamment utilisé. Autre exemple d'occasion "manquée", s'agissant des pays de l'Est: la CEE-ONU. Maintenant que l'URSS est présente à Helsinki, l'instrument économique est considéré comme un moyen de rapprochement entre les peuples. Cela suffira-t-il pour assurer ce rapprochement?

M. Bauer ne croit pas à l'opportunité d'une entrée de la Suisse dans les CE. Tant que l'imbricolage monétaire, économique, politique et militaire avec les USA n'est pas réglé, la Suisse ne saurait adhérer à une Europe qui subsiste grâce au parapluie militaire américain. Il est évident que l'Europe connaît une absence d'indépendance militaire totale. C'est une très grave hypothèque. Si les USA devaient se retirer de l'Europe, qu'advierait-il des budgets nationaux des pays européens? Deuxième motif de ne pas nous hâter dans notre approche vers une adhésion: la politique extérieure des CE qui, en fait, commence à exister. La présence des CE en Méditerranée, en Afrique, irrite les USA et pourrait développer des répercussions importantes d'ordre politique. L'expression de "satellisation" paraît relever du passé. L'expérience du passé prouve que la Suisse a pu coopérer sans être satellisée pour autant. Une certaine satellisation de fait existe déjà dans les domaines techniques (chemins de fer). Elle est inévitable. Cette tendance se développera-t-elle à l'avenir? Deviendra-t-elle un danger pour nous? Dans le domaine monétaire, il faut trouver des solutions autonomes, en harmonie avec la politique des six pays à monnaies fortes. Il convient de ne pas oublier non plus qu'à chacune des obligations assumées par la Suisse correspondent des obligations des partenaires: les accords sont, en principe, toujours balancés. Cela implique une lucidité de tous les jours. La Suisse doit mener une politique vigilante (tenter de prendre des positions telles qu'un conflit avec les USA n'éclate pas) et une politique de contrepoids qui doit être conçue dynamiquement et non statiquement.

./.

- 5 -

Le patronat suisse a visité systématiquement les pays de l'Est. En Hongrie, de hauts responsables de l'Etat nous ont dit qu'il n'était pas question pour eux de relâcher leurs liens avec l'URSS mais qu'ils souhaiteraient diversifier leurs relations avec l'Ouest, par trop concentrées sur l'Italie et surtout la RFA (2 - 3000 hommes d'affaires ouest-allemands contre 60 suisses par an). La Hongrie, comme la Roumanie, comptent beaucoup sur la Suisse et sa politique de neutralité dont ils reconnaissent l'utilité; nous pouvons faire beaucoup plus à cet égard que par le passé (les "Welthandelsfirmen" ne connaissent pas de frontières). La Chine, que nous avons reconnue très tôt, conserve à notre égard une gratitude sans cesse répétée; c'est un capital à utiliser. En résumé, il convient de faire, à l'endroit des pays communistes, une politique d'ouverture systématique. Il faut tâcher d'établir une harmonie entre la politique économique et la politique gouvernementale et limiter la confrontation entre la doctrine politique, la politique commerciale et l'instrument de cette politique (qui peut être notamment représenté par les syndicats). En Hongrie, par exemple, les coopératives sont très puissantes et collaborent avec les coopératives allemandes, françaises etc. Il convient de multiplier les contacts.

En résumé: 1) Le seuil critique interviendra avant dix ans - ou alors l'Europe ne se fera pas. 2) Nécessité de nous préparer non pas à une adhésion, mais à une activation d'une politique parallèle à celle des CE. 3) Activation de la politique des contrepoids dans le sens vertical (des autorités jusqu'aux instruments).

Herr Jucker

Ueber Einladungen aus dem Osten hätte sich der schweizerische Gewerkschaftsbund nicht zu beklagen. Man müsse jedoch gerade den Russen klarmachen, weshalb dennoch auf nichtideologischem Gebiet eine Beziehungsarmut zu konstatieren sei.

Die eigene Gewerkschaft sei eher an bilateralen Kontakten interessiert, so vor allem mit der italienischen C.G.I.L., welche gegenüber dem Osten eine unabhängige Haltung einnehme, was bsp. von der französischen C.G.T. nicht gesagt werden könne.

./.

- 6 -

Je intensiver die Unternehmer im übrigen ihre Verbindungen entwickelten, ^{desto} mehr Probleme schufen sie damit auf dem innenpolitischen Feld den Gewerkschaften. Das Unternehmertum habe auf keinen kommunistischen Flügel Rücksicht zu nehmen.

In militärischer Hinsicht ist für den Votanten ein nuklearer Krieg in Europa unwahrscheinlich, darauf würden sich die USA nicht einlassen. Und die Sowjetunion ihrerseits werde ihr Militärpotential nicht zur Durchsetzung territorialer Ansprüche auf unserem Kontinent einsetzen, sondern viel eher zur Steigerung ihres politischen Einflusses.

Deshalb sei nicht nur der EWG gegenüber Vorsicht am Platze, sondern vor allem müssten Tendenzen zur finnischen Richtung der sogenannten Friedensneutralität genau unter die Lupe genommen werden.

Relative Unabhängigkeit von der EWG und ihrer Konjunkturentwicklung sei am besten zu wahren, wenn die Schweiz ihre wirtschaftliche Spezialisierungspolitik weiterverfolge; damit könne am ehesten einer Satellisierungsgefahr begegnet werden.

Auch auf dem Währungssektor hätte sich die Schweiz vor einer allzu engen Zusammenarbeit zu hüten. Es sei nicht zu übersehen, dass die EWG grosse wirtschaftliche Fehler, so insbesondere in der Landwirtschaft, begangen habe und unser Land könne froh sein, dass es nicht gezwungen gewesen sei, dieselben nachzuvollziehen.

Schliesslich müsse eine gewisse Distanz zur Gemeinschaft als ein Beitrag zur Konjunkturdämpfung begrüsst werden. Die Schweiz dürfe sich jedenfalls nicht auf den "liechtensteinischen Weg" drängen lassen.

Was das Ausmass des Osthandels anbetreffe, so lasse das Quotensystem des Staatshandelsblocks eine grosse Ausweitung gar nicht zu. Davon abgesehen müsse seine Lieferfähigkeit als beschränkt qualifiziert werden, was auch für die Volksrepublik China zutreffe. Auch mit russischen Bankdelegationen sei kaum ins Geschäft zu kommen, dafür seien ihre Abhängigkeiten vom Aussenhandelsministerium zu gross.

Kurz, vom genossenschaftlichen Gesichtspunkt her stünden einer ökonomischen Entwicklung der Beziehungen vor allem die mangelnde Bewegungsfreiheit und das zu geringe Potential östlicher Partner im Wege.

Politisch von Interesse sei in diesem Zusammenhang allerdings die neue "Stamokap-Taktik", welche in jüngerer Zeit insbesondere von der DDR angewandt werde und bsp. von der französischen KP übernommen worden sei.

Wenn im Osten eine Taktik bereits in den Rang einer anerkannten Theorie erhoben worden sei, was der Fall zu sein scheine, dann müsse auch in politischer Hinsicht mit ihr gerechnet werden, zumal wenn es sich um eine expansive Theorie handle.

Mlle Hersch arrive à des conclusions différentes (plus proches de M. Dominicé) tout en partageant les diagnostics de fait posés par MM. Bauer et Jucker.

Au niveau des fins, il y a divergence. Mlle Hersch rappelle les origines des tentatives de fédéralisme européen né de la résistance. A l'origine, ce fut un effort pour défendre les libertés (difficultés à définir mais que les Suisses ressentent). La Suisse est née d'une intention de vivre d'une certaine manière, selon un certain sens de liberté. Nous reprochons à la CEE d'être une technocratie non démocratique. Mais en même temps, nous ne voulons pas qu'elle se politise; c'est une contradiction. Comment en tirer le meilleur parti, compte tenu de l'existence de la CEE? La question semble mal posée. Il ne faut pas tout centrer sur les fins de la seule Suisse au milieu de l'Europe. Nous devons nous intéresser égoïstement à l'Europe, car le sort de l'Europe est le nôtre. Sa réussite ou son échec sera aussi notre réussite ou notre échec. Il y a des risques dans la CEE mais aussi pour chacun de ses membres. Cela implique l'idée que les citoyens sont au service de l'Etat, à condition que l'Etat soit au service des citoyens. La CEE a davantage besoin de se créer des moeurs, des traditions que de trouver des solutions aux problèmes monétaires, agricoles, etc. Dans ce do-

- 8 -

maine, la Suisse a énormément à apporter (p.ex. l'idée du respect des minorités). Ces temps-ci, nous avons l'occasion de mesurer l'extraordinaire labilité des pays voisins qui nous mettent en danger par leur faiblesse même.

A propos de l'antagonisme CEE-USA, le seuil critique est proche, sinon atteint. L'autre seuil critique: l'antagonisme entre l'extrême-gauche et le monde des affaires. En France, on a cru possible de mener une politique d'ouverture vers l'URSS et en même temps brandir la menace du PC; d'où une certaine confusion dans le peuple.

Le terme de "satellisation" est employé abusivement. Il fait partie d'un vocabulaire qui nous est dicté par l'Est, et qui ruine nos facultés de penser.

L'indépendance européenne n'existe pas militairement. L'Europe est dans un état d'extrême faiblesse; le moment est donc venu d'une plus grande solidarité entre Européens occidentaux. Il ne s'agit pas d'une satellisation mais d'une défense essentielle des libertés auxquelles nous aussi nous tenons. Les contacts du patronat avec l'Est peuvent être une bonne chose. Si la Hongrie est favorable à l'ouverture, l'URSS l'est également. Si la Hongrie nous appelle à entrer en concurrence avec la RFA, c'est qu'elle entend dissoudre sinon affaiblir la solidarité européenne. Les coopératives de l'Est ne sont pas comparables aux nôtres puisqu'elles sont étatiques.

Herr Zellweger

In Anknüpfung an die Ausführungen von Herrn Bauer stellt ihm der Votant die Frage, ob er die Intensivierung der Kontakte im Bereiche einer "Politik der Gegengewichte" für möglich halte. Eine derartige Politik setzte eigentlich eine gewisse Absorptionsfähigkeit des schweizerischen Marktes sowie eine Befriedigung von Qualitätsansprüchen voraus.

Als er seinerzeit die Schweiz in Jugoslawien vertreten habe, sei ihm gesagt worden, dass man es gerne sehen würde, wenn die Schweiz

die Bundesrepublik wirtschaftlich ersetzen könnte. Derartiges wäre natürlich bei der relativen Kleinheit unseres Marktes nicht möglich gewesen. Jugoslawien befürchtete damals seine Satellisierung durch Moskau, das bekanntlich die Länder Osteuropas und des Balkans von einer Beteiligung an der Marshallhilfe zurückpiff. Effektiv stamme der Begriff "Satellisierung" aus dem Osten.

Eine weitere Frage richtete sich an die Herren Bauer und Jucker gemeinsam :

Bestehe nicht für den Fall, dass man mit einem schweizerischen Beitritt zur EWG zu lange zurückhalte, die Gefahr, dass unser Staat als solcher durch die gesellschaftlichen Einrichtungen im Bereich der Europäischen Gemeinschaft überholt werde? Sei mit andern Worten mit dem Phänomen eines Ueberspielwertens des Staates durch wirtschaftliche und gesellschaftliche Kräfte zu rechnen?

Falls die Frage bejaht würde, hätte dies als starkes Argument für unser Interesse und unsere Beteiligung am Ausbau des europäischen Rechts zu gelten.

M. Bauer

Nous devons nous faire aucune illusion au sujet des mobiles des Etats de l'Est sur le plan économique. D'autre part, des progrès substantiels ne pourront être faits dans l'immédiat; il faudra procéder par étapes, patiemment, avec ténacité et vigilance. Enfin, les approches bilatérales (entre syndicats par ex.) ne doivent pas exclure les approches multilatérales. A Helsinki, il conviendrait de concevoir une orientation multilatérale des relations économiques pour suppléer à la carence des relations bilatérales. Cela, sans se bercer d'illusions cependant sur la possibilité d'éloigner les pays satellites de l'URSS. Au demeurant, la CSCE est un excellent test; il faut prendre l'URSS au mot. En outre, il est concevable d'activer le rôle de la CEE/ONU.

La Hongrie a été une victime résignée de la main-mise allemande sous Hitler, remplacée aujourd'hui par celle du COMECON. Nous avons laissé se créer le vide dans les années 1924/25 (échec du plan

- 10 -

Tardieu). Actuellement, on note la rentrée en force de la RFA; nous devons travailler à une orientation des pays de l'Est en direction de l'Occident (mais pas nécessairement et unilatéralement vers la RFA).

A propos des coopératives, évidemment les formes acceptées et tolérées à l'Est ne sont pas les mêmes qu'en Occident. Mais en attendant, nous devons jouer la carte de la coexistence, comme nous le faisons dans d'autres domaines (URSS à l'OIT).

Il n'est pas possible d'arriver à un développement massif, rapide, équilibré des échanges entre l'URSS/COMECON d'une part et la Suisse de l'autre, uniquement par nos propres forces. Mais la Suisse pourrait être une sorte de plateforme en procurant, à travers les "Welthandelsfirmen" des débouchés aux pays satellites (ex. de Skoda dont l'exportation en direction de l'Occident est assurée par une firme américaine).

La qualité des produits de l'Est restera toujours en arrière. Cependant on note une progression certaine dans ce domaine; des efforts indéniables sont faits (dans domaines agricole, alimentaire, industrie de la conserve). En Hongrie, le secteur hôtelier de qualité est dominé par les Américains et la Suisse brille par son absence ! Même situation à Varsovie.

M. Bauer se défend d'être prisonnier d'une idéologie euphorique; cependant, nous ne pouvons proclamer l'universalité de notre politique extérieure pour n'exhaler à l'intérieur que scepticisme et négativisme. Concernant la CEE, il n'exclut pas du tout la possibilité pour la Suisse d'y adhérer. Mais il faut bien constater que les ex-grandes puissances (France - Grande-Bretagne - RFA) n'ont pas encore fait l'apprentissage du dialogue et de la tolérance. La Suisse pour sa part l'a déjà fait, car la tolérance est un élément fondamental de notre Etat. Cet apprentissage ne se fera pas sans échecs. Une participation suisse peut-elle accroître notre influence ? C'est fort douteux.

L'une des grandes confrontations en Europe n'est pas terminée. Au contraire, il faut s'attendre à des heurts entre la RFA, la

./.

France, la Grande-Bretagne qui ont la nostalgie de leur "grande" politique. Les Etats du Benelux ne sont que des "suivants" et l'Italie se trouve dans une situation tragique.

En résumé:

- 1) Il n'est pas exclu que la Suisse entre dans la CEE mais pas avant que les Communautés à 9 n'aient été rodées.
- 2) Pour l'heure, la Suisse rend davantage de services à la CEE en restant à l'extérieur de celle-ci, à condition qu'elle mène une politique active. Sur le plan monétaire, la Suisse doit rester indépendante, pour le plus grand profit de l'Europe.
- 3) Dans le conflit CEE-USA, nous ne pourrions rien faire si nous étions à l'intérieur de la CEE (cf. notre rôle dans le Kennedy-Round). Pendant cette période intérimaire, nous pouvons et devons mener à la fois une politique de partnership avec la CEE et une politique de contre-poids (avec les pays communistes et les autres, non membres des CE). Si la Suisse veut jouer son rôle, elle doit mener une politique non seulement au niveau des autorités, mais aussi à celui des syndicats, du patronat, des éléments porteurs de l'économie; chacun a son rôle à jouer dans une politique concertée. L'opinion publique, il est vrai, n'est pas prête à une adhésion; il faut l'habituer maintenant à cette idée.

Mme von Overbeck

Depuis la guerre, on vit dans la peur du communisme. D'où la tendance à négliger l'économie et à surestimer l'aspect militaire. Une entité politique dépourvue de puissance militaire peut-elle tout de même jouer un rôle de puissance? C'est la question principale qui se pose à la Suisse. Ne peut-on pas diminuer la crainte qu'inspirent les grandes puissances militaires par une meilleure coopération, une plus large interpénétration économique entre Européens? La faiblesse de l'Europe s'explique non seulement par sa labilité militaire mais surtout par l'absence de politique cohérente (face à l'Est, au problème de la Méditerranée, etc.) et également par l'absence de politique en matière énergétique. Le problème de l'énergie jouera un rôle aussi important que le facteur militaire.

Mme von Overbeck a été frappée par la variété des produits dans les pays de l'Est et leur qualité en progression. Cette évolution est souvent méconnue chez nous. Nous vivons en Europe sous une constellation qui peut encore changer: on peut imaginer une Allemagne neutralisée ou une Allemagne mettant sa technologie au service des ressources russes. Aucune possibilité n'est à exclure. Mme von Overbeck se demande pourquoi l'Europe ne peut assumer sa défense elle-même, Que se passerait-il si les USA se désengageaient ?

Herr Wildbolz

Die Diskussion des militärischen Problemkomplexes müsste an einer der nächsten Sitzungen einmal gesondert behandelt werden. Im Moment beschränkt sich Herr Wildbolz nur auf ganz wenige materielle Bemerkungen. Einmal müsse ganz klar sein, dass dem militärischen Potential in Ost und West eine völlig verschiedene Bedeutung zukomme: im Osten ein entscheidendes Führungs- und politisches Machtmittel, im Westen eher ein Reaktionsmittel.

Im Bericht von Herrn Dominicé komme eigentlich nicht zum Ausdruck, dass in diesem Sinn die militärischen Kräfte im Westen nicht als Mittel zum Zweck eingesetzt werden können, sondern lediglich in ihrer ursprünglichen Funktion der Abwehr. Somit bilde für den Westen die europäische Präsenz der USA die zentrale Frage.

Europa werde so lange nicht mehr imstande sein, seine Verteidigung selber sicherzustellen, als opportunistische Erwägungen vorherrschen. Eine Präsenz der Vereinigten Staaten habe auch die Wirkung, dass in den staatlichen Haushalten keine grösseren Beiträge zu Verteidigungszwecken eingeräumt würden.

Zu diesen Überlegungen gesellten sich noch die nationalen Interessen, die bsp. eine nationale Aufgaben- und Belastungsverteilung im Rahmen der NATO verhindern.

Einstweilen werde man jedenfalls nicht auf den Nuklearschirm der USA verzichten können.

Damit kommt Herr Wildbolz auf den eingangs gemachten Vorschlag zurück: Es sollte einmal die Frage diskutiert werden, was zu geschehen hätte, wenn sich die Amerikaner vom europäischen Kontinent zurückzögen.

M. Dénéreaz approuve les idées de M. Wildbolz. Si les USA devaient se retirer de l'Europe, il faudrait mobiliser le 10 % de la population à des buts de défense, ce qui ne manquerait pas de perturber gravement l'économie des pays concernés. En Suisse, notre système militaire a été adapté à une structure essentiellement paysanne; il se heurte aujourd'hui à de nombreuses difficultés. La jeunesse n'aime pas abandonner son travail pour l'armée (mais en fait, tous les moments sont jugés inopportuns!). Il faut recourir à une politique de dissuasion (ce que la France a compris). La différence entre l'Est et l'Ouest réside peut-être en ceci: seul l'Est est aujourd'hui capable d'exploiter l'aspect stratégique de ses démarches maritimes. Côté Ouest, il n'y a que la possibilité d'une riposte nucléaire. Si la Grande-Bretagne était restée en dehors de la CEE, cela aurait beaucoup simplifié les problèmes militaires en laissant aux USA des têtes de pont en Espagne et en Grande-Bretagne.

Herr Boesch

Zu den beiden letzten Voten führt Herr Boesch folgendes an: Es scheint mir zum einen nicht ganz richtig zu sein, die militärischen Kräfte im Westen lediglich im Sinne des Reagierenkönnens zu sehen. Schliesslich hatte von Hassel seinerzeit die Armee als eine Schule der Nation bezeichnet.

Zum andern hat mich die Diskussion zwischen den Herren Bauer und Dominicé gefesselt. Falls ich richtig verstanden habe, tendierte Herr Dominicé letztlich doch zu einem allfälligen Beitritt der Schweiz zur EWG, während Herr Bauer, unterstützt durch Herrn Jucker, eher zu einer Politik der relativen Unabhängigkeit riet.

Ich muss gestehen, dass mich alles in allem die Ausführungen von Herrn Dominicé und Frau Hersch mehr überzeugten (Verweis auf Punkt 4.1., S.9 unten im Bericht Dominicé).

Eine Entwicklung der EWG im Sinne eines Staates, der vom militärischen Potential her definiert wird, ist nämlich kaum anzunehmen.

Als wesentliches Element eines modernen Staates ist mehr und mehr seine Fähigkeit und sein Wille zu sehen, das soziale Gefüge der Gesellschaft zu gestalten. In diesem Sinne der Staatswerdung wird die EWG in Zukunft wesentliche Fortschritte machen. In dieser Optik wäre zu fragen, ob wir beiseite stehen wollen. Wird dies im Prinzip bejaht, so wäre weiter zu fragen, ob uns dann das System der Gemeinschaft nicht einfach aufgezwungen werden wird und ob wir in diesem Fall unsere Bedürfnisse überhaupt noch werden zur Geltung bringen können.

Als mittelfristige Zielsetzung scheint mir deshalb ein Beitritt sinnvoller, zumal die EWG bis dahin keine Militärhoheit erlangt haben wird.

Auch die Bemerkungen Herrn Bauers zum Verhältnis USA-Europa vermochten mich nicht zu überzeugen. Wieso soll die Schweiz in der Beziehung mehr bewirken können, wenn sie Nichtmitglied der EWG bleibt und weniger, um nicht zu sagen nichts, wenn sie der EWG beitreten würde?

Was schliesslich die militärische Situation anbetrifft, so wird sie in diesem wie in jenem Fall für unser Land dieselbe bleiben; die Hauptauseinandersetzung wird sich nämlich zwischen den USA einerseits und den übrigen NATO-Ländern andererseits abspielen.

M. Dominicé

A propos des problèmes stratégiques et militaires: nous sommes au coeur d'un problème extrêmement grave, à savoir la dépendance de l'Europe des Etats-Unis. Le Sénat a voté le désengagement militaire.

C'est une attitude qui influencera les relations économiques. Il est exclu d'envisager la création d'une force militaire européenne comme substitut à la présence américaine. Il y a manque d'arrière-pays, de recul stratégique.

Le jour où les Allemands auraient leur mot à dire dans l'établissement des armes nucléaires, cela appellerait une opposition extrêmement ferme de l'URSS. Un problème qu'il faut examiner: comment faut-il envisager le problème de la dépendance de l'Europe si les Etats-Unis retirent une partie de leurs troupes?

Perspectives historiques: les forces sociales et économiques sont mondiales et sont en train de faire sauter la tradition des Etats moyens. Il s'agit toujours de maîtriser la situation, et d'abord de mettre le pouvoir politique au même niveau que les forces économiques qui se développent. Après des siècles d'alliances passées par la Confédération, l'Etat moderne s'est créé au moment où les critères économiques se modifiaient grâce à l'apparition de l'industrie

Les essais de regroupement européen doivent être pris au sérieux. Nous ne l'avons pas toujours fait en Suisse. Si nous avons créé en 1958 une grande zone de libre échange, ce serait dix fois pire. La communauté s'est créée, nous pouvons nous réjouir, et ce n'est pas une mosaïque d'Etats. Ce qui est dans l'intérêt de notre pays, n'est pas toujours dans l'intérêt de l'Europe.

Pour sa part, M. Dominicé n'exclut pas l'hypothèse d'une adhésion de la Suisse à la CEE. Nous avons l'obligation de compter avec cette hypothèse. Il faut rechercher une voie originale.

Il se dit d'accord avec Mlle Hersch: il faut chercher un autre terme pour "satellisation".

Nous ne devrions pas être placés dans la situation de devoir accepter telles quelles des législations formulées sans nous.

- 16 -

Quant à la politique à l'Est: il faut trouver une voie personnelle. Il faut observer Moscou. Nous constatons que les Etats-Unis sont les interlocuteurs privilégiés de Moscou pour des motifs de dimension. Les accords les plus importants ont été passés avec les USA. L'URSS a toujours été en faveur du bilatéralisme: pour jouer les Français contre les Allemands, etc. Les Russes ont toujours résisté à une politique commune européenne. En principe, à Bruxelles, il a été décidé que cette situation devrait être modifiée, mais il y a la question du poids et des dimensions.

Herr Jucker erläutert kurz die Entwicklung der europäischen Gewerkschaftsbewegung, nachdem sich der Weltgewerkschaftsbund nach Kriegsende gespalten hatte und der Römer Vertrag in der Folge zur Gründung einer EWG-Gewerkschaft führte. Insbesondere hebt der Votant die Absicht hervor, nach Erweiterung der Gemeinschaft eine gemeinsame westeuropäische Gewerkschaft, mit Einschluss der christlichen Syndikate, ins Leben zu rufen.

Zur Frage von Herrn Zellweger sei zu bemerken, dass es dem Staat zukomme, die Rahmenbedingungen, bsp. in Form des Kollektivvertragsrechtes, für den sozialen Entwicklungsprozess zu schaffen. Diese Funktion wäre nunmehr von der EWG zu übernehmen; dem einfach gestalteten schweizerischen Recht würden sich auf diesem Gebiet keine nennenswerten Anpassungsschwierigkeiten bieten.

In Gewerkschaftskreisen sei das Gefühl verbreitet, dass der Staat in seiner Tätigkeit nicht über die soeben erwähnte Aufgabe hinausgehen sollte. Konflikte könnten sich deshalb ergeben, weil die EWG über die Rechtsform der europäischen Gemeinschaft hinauszugehen beabsichtige. Heute stünde nämlich bereits die Revision des gesamten Aktienrechtes einschliesslich der Mitbestimmungsrechte zur Diskussion. Die Schwierigkeiten würden sich dann ergeben, wenn die Unternehmer dieser Entwicklung ausweichen möchten, so wie sie das bereits mit der Bildung von Holding-Gesellschaften versuchten. Sollte die schweizerische Industrie in ihrer Politik zu stark auf der Territorialhoheit

herumreiten, um die Lösung von Tatbeständen, die ausserhalb der Schweiz liegen, in ihrem Sinne zu beeinflussen, dann werde der SGB mit der EWG-Gewerkschaft zusammenspielen, ob das dann der schweizerischen Regierung ins Konzept passe oder nicht. In keinem Fall gedächte sich der SGB zum Werkzeug des Bundesrates machen zu lassen.

Bei dem von Herrn Dominicé aufgezeigten Kurs bestehe die Gefahr, dass unser Land plötzlich den "point of no return" überschritten haben werde. Das wäre umso bedenklicher, als die Struktur der Gemeinschaft von der unsrigen völlig verschieden sei; sie kenne bsp. weder Parteien, noch ein Parlament, usw. Es könnten in Brüssel Entscheide getroffen werden, die unser eigenes Parlament niemals in der Lage wäre zu akzeptieren. Wenn aber die EWG aktionsfähig bleiben wolle, müsse sie zentralistisch strukturiert sein; damit beginne aber auch schon der Konflikt mit der Schweiz. Den für die EWG notwendigen Zentralisationsgrad könne der Schweizer mit seinen Freiheitsbedürfnissen ganz einfach nicht ertragen und es gehe auch nicht an, ihm diese Freiheitsberaubung zuzumuten. Diese Erwägungen entsprängen keiner antieuropäischen Gesinnung, sondern ergäben sich einfach aus den EWG-Strukturen einerseits und einem legitimen Freiheitsbedürfnis andererseits, einem Bedürfnis übrigens, das spezifisch schweizerisch sei.

M. Micheli pose la question de la prochaine séance. Le rapport du DMF n'est pas encore prêt et ne sera distribué qu'en été.

Mlle Hersch

Voilà deux séances que nous avons siégé ici ensemble, peut-être est-ce la bonne formule. Les questions militaires peuvent être traitées plus tard. On pourrait aussi en parler avant que ne sorte le rapport, en convoquant ses auteurs. Il ne serait peut-être pas inutile de tenir une séance sur les problèmes de la CEE, en rapport avec les problèmes des partenaires sociaux confrontés avec la réalité des CE.

M. Micheli

Dans le groupe B nous avons un certain programme: analyses des objectifs des grandes puissances; nous en sommes à mi-chemin. Il reste à étudier ce qu'on a appelé les "pays en devenir", plus le Japon et l'Inde. Aujourd'hui nous avons parlé de l'Europe, mais nous n'avons pas étudié ce sujet à fond. Le rapport du DMF n'est pas prêt. M. Micheli propose la suite du programme (pays en devenir, pays du Tiers-Monde, puis revenir sur l'Europe). Ensuite, M. Wildbolz pourrait analyser le rapport du DMF (en juin ou juillet). Nous ne tenons pas tellement à une distribution de ce rapport; il serait plutôt utile de le résumer et de le "digérer".

En ce qui concerne le groupe B, il pourrait traiter le Japon et l'Inde au cours de notre prochaine séance. M. Micheli préparera un papier introductif qui sera envoyé à tous les membres.

Mlle Hersch rappelle qu'elle a envoyé au Secrétariat politique quelques problèmes qu'elle aimerait voir discutés dans le groupe A.

M. Thévenaz

La lettre de Mlle Hersch sera multicopiée et distribuée.

M. Micheli

L'intégration européenne est déjà discutée dans d'autres groupes. Il y a donc danger de chevauchement.

Mlle Hersch

Selon l'optique qu'on a sur l'intégration européenne, cela peut entraîner des options différentes.

M. Jucker

Die multinationalen Fragen sind wichtig.

Mlle Hersch se demande s'il faut laisser tomber le groupe A.

M. Micheli répond par la négative.

Date de la prochaine séance: le vendredi 27 avril, à 14 heures.